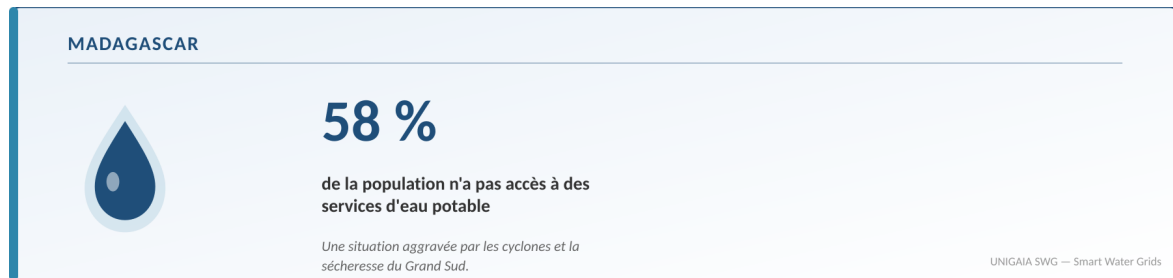


La crise de l'eau potable : Madagascar

Un accès à l'eau potable parmi les plus faibles d'Afrique, mis à l'épreuve par les catastrophes climatiques



I. État des lieux : une crise avérée de l'eau potable

Madagascar affiche l'un des taux d'accès à l'eau potable les plus bas d'Afrique : selon les données les plus récentes, environ 40 à 42 % de la population disposait d'un accès en 2025, avec un objectif national de porter ce taux à 55 % d'ici 2027. Certaines études sectorielles approfondies, menées région par région par le ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène, évoquent même un taux réel plus proche de 30 à 35 %, contre 43 % estimé en 2015 — signe de la difficulté à mesurer précisément la couverture et, dans certains cas, d'une dégradation du service dans la durée.

Les disparités régionales restent très marquées : le Grand Sud du pays n'atteint que 27 % d'accès à des sources d'eau améliorées, et fait face à une sécheresse récurrente qui menace la sécurité alimentaire de près de deux millions de personnes. Un stress hydrique croissant touche par ailleurs la capitale, Antananarivo, où la demande progresse plus vite que les capacités du réseau.

La crise a été brutalement mise en lumière par le passage du cyclone Gezani en février 2026, qui a détruit des infrastructures vitales dans la région d'Atsinanana : près de 500 000 personnes ont été sinistrées, dont 382 000 nécessitant une aide humanitaire d'urgence, avec un accès à l'eau potable devenu extrêmement difficile, voire impossible, dans certains districts comme Toamasina I et II, notamment la commune de Fanandrana.

Cette situation illustre une vulnérabilité structurelle de la Grande Île, régulièrement exposée aux cyclones de l'océan Indien pendant la saison chaude, dans un contexte où le réseau d'eau potable, déjà fragile en temps normal, dispose de très peu de marge de résilience face à des événements climatiques extrêmes et récurrents.

Au-delà de Gezani, plusieurs cyclones ont frappé la Grande Île ces dernières années avec des conséquences similaires sur les infrastructures d'eau et d'assainissement, ce qui a conduit les acteurs humanitaires à considérer désormais la remise en état rapide des points d'eau comme une composante systématique de la réponse d'urgence post-cyclonique, au même titre que l'aide alimentaire ou l'abri.

Chiffres clés

- 58 % de la population nationale n'a pas accès à des services d'eau potable (enquête MICS 2025).
- 27 % seulement de la population du Grand Sud dispose de sources d'eau améliorées.
- 93 % des ménages ne disposent pas de services sanitaires de base ; 40 % pratiquent la défécation à l'air libre.

II. Causes de la crise

Le manque chronique de pérennisation et de financement des infrastructures constitue la cause structurelle centrale de la crise : réseaux vétustes, compteurs obsolètes et raccordements en attente freinent l'extension du service, y compris dans la capitale, malgré l'existence d'un opérateur national (Jirama, ou Jiro sy Rano Malagasy).

Ce déficit structurel est aggravé par une forte exposition aux aléas climatiques — cyclones à répétition sur la côte est, sécheresses récurrentes dans le Grand Sud — et par une croissance urbaine rapide qui accentue le stress hydrique à Antananarivo, dans un contexte de moyens financiers très inférieurs aux besoins estimés par les autorités.

Le développement, à terme, d'un secteur minier à grande échelle est également identifié comme un facteur de pression supplémentaire sur des ressources en eau déjà fortement sollicitées pour l'irrigation agricole, notamment la riziculture, qui mobilise la majorité des prélèvements du pays.

L'écart entre les taux d'accès mesurés en milieu urbain (environ 51 %) et en milieu rural (environ 35 %), selon les statistiques de la FAO, reflète également une répartition inégale des investissements passés, historiquement concentrés sur les grandes villes au détriment des zones rurales les plus enclavées.

- Sous-financement chronique et vétusté des infrastructures (réseaux, compteurs).

- Forte exposition aux cyclones et aux sécheresses récurrentes.
- Stress hydrique croissant dans la capitale, Antananarivo.
- Fortes disparités entre régions et entre milieux urbain et rural.

III. Conséquences

L'accès limité à l'eau potable et à l'assainissement pèse directement sur la santé publique, l'éducation et la sécurité alimentaire. Les femmes et les jeunes filles assurent 79 % des activités de collecte d'eau, souvent sur des distances quotidiennes de 3 à 10 kilomètres, au détriment de la scolarisation et des activités économiques du foyer.

Les catastrophes naturelles, comme le cyclone Gezani, provoquent des ruptures brutales de service qui exposent les populations sinistrées à des risques sanitaires accrus (maladies hydriques, épidémies) dans un contexte déjà marqué par une faible couverture en assainissement et une défécation à l'air libre encore répandue.

Ces déficits combinés pèsent sur le développement économique et social du pays, en fragilisant la santé et la scolarisation des enfants et en limitant la productivité des ménages les plus exposés, en particulier dans le Grand Sud et les zones régulièrement frappées par les cyclones.

Le très faible taux de services sanitaires de base (7 % seulement des ménages en disposent) entretient par ailleurs un cercle vicieux avec l'accès à l'eau potable : la contamination des sources d'eau par des pratiques d'assainissement insuffisantes accroît le risque de maladies diarrhéiques, elles-mêmes aggravées par la malnutrition infantile déjà répandue dans plusieurs régions.

IV. Réponses, initiatives et perspectives

Le Projet d'Amélioration des Accès à l'Eau Potable (PAAEP), financé par la Banque mondiale à hauteur de 400 millions de dollars sous la tutelle du ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène, vise à raccorder plus d'un million de personnes dans le Grand Antananarivo et plusieurs villes secondaires, via le remplacement des compteurs vétustes (plus de 10 000 déjà remplacés entre septembre 2025 et juin 2026, sur environ 30 000 identifiés) et la régularisation des branchements en attente.

En mai 2026, un atelier national réunissant le gouvernement, l'UNICEF, la Banque mondiale et le Royaume-Uni a souligné l'urgence de relancer les investissements du secteur, dont les besoins sont estimés entre 2 et 3 milliards de dollars pour atteindre l'objectif d'un accès universel à l'eau potable. Plusieurs bureaux d'études et entreprises, notamment français, sont déjà mobilisés sur des projets d'infrastructures d'eau et d'assainissement à travers le pays.

Ce contexte, combiné à la vulnérabilité aux catastrophes climatiques, crée un besoin marqué de solutions résilientes et décentralisées, capables d'assurer un accès à l'eau potable rapidement mobilisable en situation d'urgence humanitaire comme dans la durée, en complément des grands programmes d'infrastructure en cours.

Plusieurs bureaux d'études et entreprises de travaux publics, notamment français (BRL, Urbiconsulting, Setec, Egis Inframad, Colas, Sogea-Satom), sont déjà mobilisés sur des programmes d'assainissement et d'amélioration de l'accès à l'eau à travers le pays, aux côtés des partenaires techniques et financiers internationaux, ce qui témoigne d'un secteur en dynamique malgré l'ampleur des besoins restant à couvrir.

Sources

UNICEF Madagascar, « À Madagascar, il est urgent de relancer les investissements dans le secteur EAH », mai 2026.
 Action contre la Faim, « Rupture des services d'eau potable après le passage du cyclone Gezani », février 2026.
 AllAfrica / L'Express de Madagascar, « Hygiène : des ménages bénéficient de l'eau », juillet 2026.
 Linfo.re, « Madagascar : moins de 35 % de la population ont de l'eau potable », octobre 2025.
 Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène / INSTAT, données sectorielles 2022-2026.
 Direction générale du Trésor (France), note pays Madagascar, secteur eau et assainissement.